

[Texte]

If you look at any of the things that touch on the environment, you can see that in some cases it diminishes federal powers and in some cases distributes them. In other cases it eliminates them. I don't think any environmentalist who is serious takes Mr. Clark's suggestion that there is no dilution of responsibility as being a real statement.

Mr. Charest: Could you offer me examples we could respond to on that?

Mr. Fulton: Certainly I can—on soil, water and wildlife conservation; on withdrawing from the areas of forestry, mining and tourism; in terms of the reduction of peace, order, and good government, section 91.24; and on the spending power as well.

But I want to spend a moment first on what I think even you, Minister, will have to admit are pretty Pollyannaish opening remarks, saying that Canada has the seventh largest industrial income and the second highest level of income in the world. You don't touch on what underlies that.

We are the largest per capita emitters of greenhouse gas of any industrialized nation of the world. We are the largest per capita energy consumers. We are the largest per capita producers of waste. We consume an acre of forest every five seconds, which is by a long shot the highest per capita consumption of the carbon sink on earth. We're a pretty tacky society. If any highly populated nation followed our ecological route, the planet would be barren and lifeless in a hell of a hurry.

I would like you to respond with your definition of sustainable development, what precise language you think should be in there. On the one hand, we know the distinct society will over time mean a great deal. We have heard that from many witnesses before the joint committee.

In terms of sustainable development, we know who gets the noun and who gets the verb. Over time, I suspect that term would come to mean very little to serious ecologists. So I would like to hear from you on your definition of that, either related to the Brundtland report or to others.

Second, on a point Mr. Martin brought up on minimum national standards, certainly the majority of the environmental organizations that met with us last week—with you and myself and Mr. Martin—made it quite clear that they are extremely unhappy not only with the rather chilling aspects of the diminution of powers contained in the document, but also with the fact that without minimum standards. . . And I would like you to touch on this in terms of energy. The National Energy Board this month predicts a 1.25% increase in carbon dioxide output annualized between now and the year 2000. Your promise and the promise of your predecessor was, in fact, that emissions would be stabilized by the year 2000 at this year's levels.

[Traduction]

Si on étudie toutes les propositions touchant l'environnement, on se rend compte que, dans certains cas, elles réduisent les pouvoirs fédéraux et qu'elles les distribuent dans d'autres. Et dans d'autres cas encore, elles les suppriment carrément. Je pense qu'aucun écologiste sérieux ne peut croire M. Clark quand il affirme qu'il n'y aura pas de dilution des responsabilités.

M. Charest: Pourriez-vous me donner des exemples pour que je puisse vous répondre plus précisément?

M. Fulton: Certainement; il y a la conservation des sols, des eaux et de la faune; le retrait des secteurs comme les forêts, les mines et le tourisme, la réduction des pouvoirs relatifs à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement, en vertu de l'article 91.24, et également le pouvoir de dépenser.

Mais je voudrais tout d'abord consacrer quelques minutes à une observation que vous avez faite dans votre déclaration préliminaire, monsieur le ministre; vous admettez vous-même que vous faites preuve d'un optimisme aveugle quand vous estimez que le Canada a bâti la septième économie du monde et qu'il est deuxième quant au niveau de vie. Vous ne dites pas ce qui se cache sous ces réalités.

Nous sommes le pays industrialisé dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus élevées par habitant. Nous sommes les plus grands consommateurs d'énergie par habitant et les plus grands producteurs de déchets par habitant. Nous consommons un acre de forêt toutes les cinq secondes, ce qui est de loin la plus importante consommation du puits de carbone au monde, toujours par habitant. Nous vivons dans une société tout à fait décadente. Si une seule autre nation très peuplée adoptait le même comportement que nous, dans le domaine écologique, la planète serait un désert stérile, en deux temps trois mouvements.

J'aimerais savoir quelle est votre définition du développement durable et en quels termes précis il faudrait en parler dans ce document. D'une part, nous savons que le principe de la société distincte finira par acquérir une signification très lourde avec le temps. Bon nombre de témoins qui ont comparu devant le Comité mixte nous l'ont dit.

En ce qui concerne le développement durable, nous savons bien comment les priorités vont finir par s'établir. Avec le temps, j'ai l'impression que cette expression finira par ne plus vouloir dire grand-chose aux yeux des écologistes sérieux. J'aimerais donc savoir quelle définition vous donnez vous-même à cette expression, que ce soit celle du rapport Brundtland ou une autre.

Deuxièmement, pour en revenir à une question de M. Martin au sujet des normes nationales minimales, la majorité des organisations écologistes que nous avons rencontrées la semaine dernière, vous, moi et M. Martin, ont précisé très clairement qu'elles sont tout à fait insatisfaites non seulement à cause des possibilités inquiétantes que présente la diminution des pouvoirs prévue dans le document, mais également parce que, sans normes minimales. . . J'aimerais que vous parliez de cela en ce qui concerne le domaine énergétique. L'Office national de l'énergie prédit ce mois-ci une augmentation de 1,25 p. 100 des émissions de dioxyde de carbone chaque année, d'ici à l'an 2000, alors que vous et votre prédécesseur avez en fait promis que ces émissions ne dépasseraient pas, en l'an 2000, les niveaux atteints cette année.